

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert THOMAS
02100 Saint Quentin

Soissons, le 13/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERMIX SAS

BP 19
02400 Chierry

Références : SER24-497
Code AIOT : 0005100205

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement SERMIX SAS implanté BP 19 Rue de l'Eglise 02400 Chierry. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERMIX SAS
- BP 19 Rue de l'Eglise 02400 Chierry
- Code AIOT : 0005100205
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SERMIX exploite à CHIERRY un établissement spécialisé dans la production de

constituants nutritionnels pour l'alimentation animale. Le site fait partie du groupe ADM (Archer Daniels Midland Company) et produit des Prémix notamment sous sa marque internationale «WISIUM». Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 7 décembre 2022, et relève du régime SEVESO seuil haut au titre de la rubrique n°4510 (+ de 200t de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point 1 - Dispositifs anti-intrusion	Arrêté Préfectoral du 15/11/2022, article 8.1.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Point 2 - Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 15/11/2022, article 8.1.3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Point 3 - Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 15/11/2022, article 8.5.1.2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Point 4 - Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 15/11/2022, article 8.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
5	APMD du 14/11/2023	AP de Mise en Demeure du 14/11/2023, article 1	/	Levée de mise en demeure
6	PMii	Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 8.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entretien de la végétation au droit des clôtures du site doit faire l'objet d'un plan d'actions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point 1 - Dispositifs anti-intrusion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2022, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture, portail
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...]L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, mesurée à partir du sol côté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement</p>
Constats : <p>Le grillage constaté sur tout le pourtour du site n'a pas évolué depuis l'inspection du 12/1/2023.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Le responsable du site, nouvellement arrivé, va prendre contact rapidement avec la mairie et la SNCF afin de pouvoir gérer ce problème de végétation. La rénovation de la clôture doit faire l'objet d'un plan d'action.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Point 2 - Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2022, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de</p>

l'établissement. [...]
Constats : Les procédures ont été mises à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Point 3 - Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2022, article 8.5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation du site, une surveillance des installations par gardiennage et télésurveillance est mise en place afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est transmise directement aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles. Les conditions du gardiennage et de la télésurveillance sont définies par consigne.
Constats : Les procédures ont été mises à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Point 4 - Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2022, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives : <ul style="list-style-type: none"> • soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;

<ul style="list-style-type: none"> • soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ; • soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins. <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives). Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.</p> <p>L'accès à ces zones dangereuses est réglementé tant pour les piétons que pour les véhicules. Seuls les véhicules munis d'un « permis d'accès véhicule en zone dangereuse », délivré par l'exploitant selon une procédure prédéfinie peuvent y accéder.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan figurant notamment dans le POI identifie les zones à risque du site.</p> <p>La prescription relative au "permis d'accès véhicule en zone dangereuse" semble inadaptée pour cet établissement (aucun véhicule n'accédant à ces zones).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les consignes à suivre peuvent notamment préciser le type d'extincteur à utiliser selon le type d'incendie à combattre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : APMD du 14/11/2023

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/11/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen de l'EDD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SERMIX exploitant un établissement spécialisé dans la production de constituants nutritionnels pour l'alimentation animale sur la commune de CHIERRY est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.8.3 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2022 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><i>L'étude de dangers doit être réexaminée et si nécessaire, mise à jour, au moins tous les cinq ans. Ce ré-examen et l'éventuelle mise à jour doivent être transmis au préfet pour le 31 mars 2023. Elle est par ailleurs réexaminée et mise à jour:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • avant la mise en service d'une nouvelle installation; • avant la mise en œuvre de changements notables, • à la suite d'un accident majeur.
<p>Constats :</p> <p>La société SERMIX a remis le dossier de réexamen de l'étude de dangers le 28/2/2024, répondant ainsi à</p>

- l'échéance du 31/3/2024 rappelée à l'article 2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2022
- l'échéance de 3 mois prescrite par l'arrêté du 14/11/2023

L'inspection propose donc la levée de cet arrêté de mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : PMii

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 8.7.3

Thème(s) : Risques chroniques, PMii

Prescription contrôlée :

Les réservoirs de stockages, tuyauteries, capacités contenant des substances, préparations ou mélanges présentant un danger ainsi que les cuvettes de rétention, les massifs de réservoirs, les structures supportant les tuyauteries inter-unités, les caniveaux béton, les fosses humides et les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité sont suivis conformément aux dispositions de

- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748 ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n°4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La liste des équipements suivis et les plans d'inspection associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site ne relève pas de l'arrêté du 3 novembre 2010 (aucune des rubriques mentionnées n'est exploitée).

L'exploitant indique n'avoir aucun réservoir, tuyauterie, capacité, cuvette de rétention, massifs ou structure concerné.

Les substances dangereuses stockées et mises en œuvre sont pulvérulentes.

Type de suites proposées : Sans suite